

04/2017

**Rapport de la conférence finale**  
**« L'éducation en Europe : investissement public, privatisation et réformes**

*Quel rôle pour les syndicats de l'éducation ? »*

**du projet du CSEE**

**« Investir dans l'éducation : renforcer l'implication des syndicats d'enseignant(e)s dans le Semestre européen pour l'éducation et la formation »**



Ce projet est soutenu par la Commission européenne, DG  
Emploi, Affaires sociales et Inclusion

Également disponible en anglais sous le titre :

*« Report on the Final Conference of the ETUCE Project Investing in Education: Strengthening the involvement of teacher trade unions in the European Semester on Education and Training »*

***La reproduction partielle ou totale de cette publication est permise sans autorisation. Cependant, le nom du CSEE doit être mentionné et une copie de l'ouvrage ou du document doit être envoyée au Secrétariat du CSEE.***

Publié par le Comité syndical européen de l'éducation – Bruxelles 2017



Ce projet a été financé avec le soutien de la Commission européenne.

Le contenu de cette publication reflète uniquement le point de vue de l'auteur. La Commission ne pourra en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation, quelle qu'elle soit, des informations contenues dans ce document.

## Table des matières

<b>Introduction .....</b>	<b>4</b>
<b>Description du projet.....</b>	<b>5</b>
<b>Accueil et bienvenue .....</b>	<b>7</b>
<b>Instaurer des réformes au sein de l'éducation et de la formation en Europe – un engagement ambivalent ? .....</b>	<b>7</b>
1. Gouvernance européenne et coopération : définir les réformes et l'investissement pour l'éducation et la formation .....	8
2. Dresser le bilan des réformes éducatives et de l'implication des syndicats de l'enseignement dans le Semestre européen pour l'éducation et la formation au sein de l'Europe post-austérité. ....	8
<b>Existe-t-il une stratégie « universelle » ? Comment les syndicats de l'enseignement peuvent-ils influencer les réformes et l'investissement dans les secteurs de l'éducation et de la formation ? .....</b>	<b>10</b>
3. Une approche uniforme ? Expériences des syndicats de l'enseignement nationaux : objectifs, stratégies, leçons tirées des activités du projet et résultats .....	10
4. Boîte à outils du CSEE - Faciliter l'implication des syndicats de l'enseignement dans le Semestre européen pour l'éducation et la formation : définir les priorités et choisir les actions adéquates ....	11
<b>Impact du Semestre européen sur les modèles d'investissement pour l'éducation à travers l'Europe – une porte ouverte vers la privatisation ? .....</b>	<b>12</b>
5. Révéler les tendances en matière de privatisation et définir les modèles d'investissement pour l'éducation à travers l'Europe en période de crise économique - Résultats de l'enquête.....	12
6. Transformer les preuves en action politique : la Réponse mondiale à la commercialisation et à la privatisation de/au sein de l'éducation – l'Europe dans un contexte mondial .....	13
<b>L'éducation est un bien public : rééquilibrer les priorités économiques et sociales en Europe au moyen d'un dialogue social efficace .....</b>	<b>14</b>
Echanges avec les partenaires sociaux et les parties prenantes pertinents.....	14
<b>Clôture de la Conférence - Etapes suivantes .....</b>	<b>15</b>

## Introduction

La conférence de clôture du projet du CSEE « [Investir dans l'éducation : renforcer l'implication des syndicats de l'enseignement dans le Semestre européen pour l'éducation et la formation](#) » s'est tenue le 30 mai 2017, à la Maison syndicale internationale de Bruxelles. À cette occasion, près de 90 représentant(e)s de syndicats de l'enseignement, d'organisations d'employeurs, d'institutions de l'UE, ainsi que d'autres parties engagées dans l'éducation, ont pu discuter de l'investissement et des politiques éducatives aux niveaux européen et national, et plus précisément, dans le cadre du Semestre européen pour l'éducation et la formation. Cet événement marquait l'arrivée à terme du projet de deux ans mené par le CSEE. Les participant(e)s ont eu l'occasion de discuter des résultats du projet, d'analyser les conclusions de la recherche menée dans ce cadre et d'engager des débats sur l'avenir de l'investissement dans l'éducation en Europe et le rôle des syndicats de l'enseignement, en particulier, face aux tendances à la privatisation révélées par le rapport de la recherche.

### Objectifs de la Conférence

- > Démontrer l'influence déterminante du Semestre européen sur le financement de l'éducation publique et les modèles de réforme des systèmes d'éducation et de formation, et identifier les moyens dont disposent les syndicats pour renforcer leur participation au Semestre européen pour l'éducation et la formation.
- > Présenter les résultats du projet. La publication de la recherche menée par l'Université de Nottingham au nom du CSEE, intitulée : « Politiques en matière d'éducation et de formation au sein du Semestre européen : investissement public, politiques publiques, dialogue social et modèles de privatisation en Europe » offre l'occasion aux syndicats de l'enseignement d'examiner une évaluation probante de l'évolution des politiques et des modèles d'investissement au sein de la région européenne.
- > Renforcer l'implication des syndicats de l'enseignement dans le Semestre européen et améliorer leurs connaissances dans ce domaine en mettant à leur disposition des outils efficaces leur permettant de définir des priorités et de choisir les actions adéquates, en fonction de leurs capacités et ressources.
- > Identifier, rechercher et échanger les exemples de bonnes pratiques en termes d'objectifs, de stratégies et d'enseignements tirés des activités du projet, en vue d'orienter les réformes nationales et l'investissement en matière d'éducation et de formation.
- > Démontrer de manière forte et substantielle le soutien apporté par la Région européenne à la campagne de l'IE Réponse mondiale à la commercialisation de/au sein de l'éducation.
- > Démontrer le soutien apporté par le CSEE à la campagne de la CES « L'Europe a besoin d'une hausse des salaires » en insistant sur le fait que les coupes opérées dans les budgets de l'éducation sont à l'origine d'une détérioration des conditions de travail et de la qualité de l'éducation en Europe.
- > Initier des débats fructueux entre les organisations membres du CSEE et l'ensemble des parties prenantes pertinentes afin d'examiner les enjeux clés et les solutions possibles pour améliorer l'éducation de qualité et inclusive, assortie d'un financement adéquat, au travers d'un dialogue social efficace.
- > Offrir aux organisations membres du CSEE l'opportunité d'interagir avec les responsables politiques et d'acquérir une meilleure compréhension mutuelle des perspectives politiques en matière d'investissement dans l'éducation à travers l'Europe.
- > Promouvoir –sur la base de preuves fondées– le dialogue social et l'investissement dans l'éducation, en tant que politique positive et nécessaire pour contribuer au développement socio-économique et lutter contre les inégalités en Europe, auprès des membres du Parlement européen, de la Commission européenne, des organisations d'employeurs de l'éducation et des autres fédérations syndicales.

## Description du projet

Constatant que bon nombre de syndicats de l'enseignement n'avaient pas encore défini et mis en œuvre une stratégie cohésive concernant leur engagement dans le Semestre européen, le CSEE a déployé un projet de deux ans intitulé : « Investir dans l'éducation : renforcer l'implication des syndicats de l'enseignement dans le Semestre européen pour l'éducation et la formation », en vue de former et conseiller les organisations membres à propos de ce processus complexe qu'est le Semestre européen. L'importance de ce projet est également confirmée par les liens qui existent entre les travaux du Semestre européen et son incidence sur quatre aspects spécifiques de l'éducation :

- > Le montant des dépenses publiques réservé à l'éducation dans les États membres, tenus de réaliser des économies contractuelles et d'atteindre des objectifs en termes de « responsabilité fiscale » au sein du Semestre.
- > Le degré d'influence des Recommandations spécifiques par pays (RSP) sur la définition des priorités en matière de réformes et de politiques éducatives.
- > L'implication des syndicats de l'enseignement dans le dialogue social concernant les questions de réformes et de financement de l'éducation ayant un impact direct sur eux et leurs membres.
- > Les modèles de privatisation de/au sein de l'éducation en Europe, résultant des pressions d'amont en aval sur l'investissement public et de la demande sociétale toujours plus importante.

Le CSEE et ses partenaires de projet, le syndicat danois de l'enseignement (DLF), co-candidat au projet, et le syndicat maltais de l'enseignement (MUT), la Fédération des syndicats lituaniens de l'éducation et de la science (FLESTU), la Fédération italienne des travailleurs du secteur de la connaissance de la CGIL (FLC CGIL) et le syndicat de l'éducation, de la science et de la culture de Slovénie (ESTUS), composant le groupe consultatif, se chargent de superviser le projet.

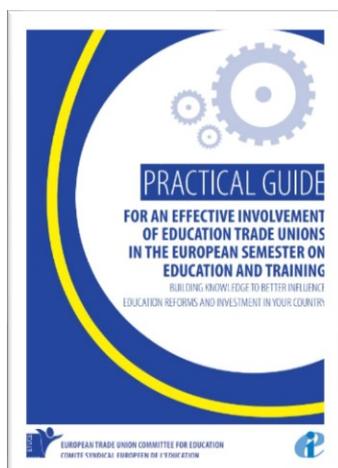
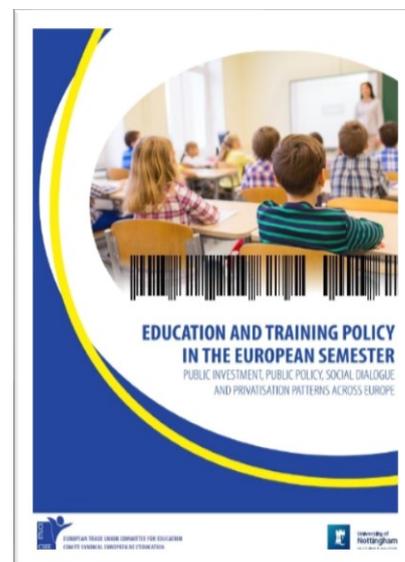


Dans le cadre du projet, quatre séminaires de formation ont été organisés entre 2015 et 2017, à Malte, en Lituanie, en Italie et en Slovénie, en vue de permettre aux syndicats de l'enseignement d'acquérir les compétences nécessaires pour renforcer leur implication dans le Semestre européen pour l'éducation et la formation. Outre les formations, le projet est axé sur la recherche et la collecte d'informations factuelles, ainsi que sur l'échange d'expériences nationales, formant la base des deux

résultats concrets du projet : le rapport de recherche et la boîte à outils consacrée au Semestre européen.

Le rapport de recherche « *L'éducation et la formation au sein du Semestre européen : investissement public, politiques publiques, dialogue social et modèle de privatisation en Europe* » (disponible en [anglais](#), [français](#) et [allemand](#)), est le résultat d'une recherche de deux ans menée par l'équipe d'expert(e)s externes du projet dirigée par le professeur Howard Stevenson, Directeur de la recherche à l'Université de Nottingham. Cette analyse détaillée a pour finalité d'apporter des preuves démontrant les effets du Semestre européen sur les politiques et l'investissement dans le secteur de l'éducation.

Outre l'analyse des corrélations entre l'élaboration des politiques nationales et européennes pour les réformes et l'investissement dans le secteur de l'éducation, le rapport met en lumière les dynamiques qui existent entre les différentes parties engagées dans le Semestre européen, ainsi que la nature évolutive de l'investissement dans l'éducation, en ce compris les différents modèles de privatisation à travers l'Europe.



La boîte à outils « *Guide pratique pour assurer la participation efficace des syndicats de l'enseignement au Semestre européen pour l'éducation et la formation* » (disponible en [anglais](#) et en [français](#)) est destinée à aider les organisations membres du CSEE à mieux maîtriser la complexité du cycle du Semestre européen. Il présente un aperçu du calendrier, des différents acteurs et des documents pertinents, tout en offrant plusieurs exemples de bonnes pratiques et autres conseils utiles pour évaluer les meilleures stratégies capables d'influencer le cycle.

Bien que ces deux documents puissent être utilisés séparément, ils demeurent complémentaires dans la mesure où ils adoptent des approches différentes de cette problématique et contribuent à offrir une analyse complète du Semestre européen pour l'éducation et la formation.

## Accueil et bienvenue



**Susan Flocken, Directrice européenne du CSEE, Dorte Lange, Vice-présidente du CSEE, et Fiorella Perotto, Directrice adjointe de l'Unité Stratégie et investissement, DG Education, Jeunesse, Sport et Culture**

**Susan Flocken, Directrice du CSEE** a souhaité la bienvenue aux participant(e)s à la conférence. Elle a insisté sur le lien entre le Semestre européen et le dialogue social. Selon le point de vue du CSEE, l'éducation de qualité pour toutes et tous est un droit fondamental, particulièrement important dans le contexte actuel marqué par la montée du populisme. La création du Semestre européen s'est faite en parallèle de la tendance croissante des gouvernements à prendre leurs décisions de manière unilatérale pour répondre à des impératifs économiques plus urgents.

L'éducation est un élément central de la gestion du changement au sein de la nouvelle économie basée sur la connaissance, raison pour laquelle il n'est pas étonnant que celle-ci soit au cœur de la Stratégie Europe 2020 et de la coordination de la gouvernance économique du Semestre européen. Le projet « Investir dans l'éducation » a permis d'apporter aux organisations membres du CSEE des informations concernant les procédures, les acteurs et le calendrier du Semestre. Cette thématique doit être mise en lien avec la campagne de l'IE contre la privatisation et la commercialisation de/au sein de l'éducation et celle de la CES pour une augmentation générale des salaires, sachant que les conditions d'emploi précaires et les bas salaires des employé(e)s du secteur de l'éducation sont à l'origine de la fuite des cerveaux dans plusieurs pays. Le Semestre européen est un espace politique où le dialogue social doit être renforcé.

## Instaurer des réformes au sein de l'éducation et de la formation en Europe – un engagement ambivalent ?

### Le groupe de réflexion



**Dorte Lange, Vice-présidente du CSEE, DLF, présidente du groupe de réflexion :** « *Les défis sont communs pour un grand nombre de pays. L'éducation de qualité requiert un investissement public substantiel. À cette fin, les syndicats de l'enseignement ont la capacité de créer un triangle de concertation avec les responsables politiques, les équipes de recherche et les professionnel(le)s sur le terrain. Le Semestre européen offre des opportunités de travailler dans ce sens.* »

## 1. Gouvernance européenne et coopération : définir les réformes et l'investissement pour l'éducation et la formation

**Fiorella Perotto, Directrice adjointe de l'Unité Stratégie et investissement auprès de la DG Education, Jeunesse, Sport et Culture de la Commission européenne** – Les politiques sociales ont pris un nouveau tournant, comme en témoignent les deux initiatives majeures que sont le Livre blanc sur l'avenir de l'Europe et le Socle européen des droits sociaux. Bien que l'investissement varie considérablement à travers l'Europe, avec une moyenne de 4,5 % du PIB, les bonnes performances en termes de qualité et d'inclusivité de l'éducation sont le résultat d'une combinaison politique alliant investissement à long terme, bonne gouvernance et politiques. Si la crise a effectivement amené son lot de contraintes fiscales, elle ne suffit pas à expliquer, à elle seule, la baisse de l'investissement dans le secteur de l'éducation (ex. changements démographiques). Articulé autour d'un dialogue permanent entre l'UE et les autorités nationales, le Semestre européen permet de s'adresser à un grand nombre de parties prenantes mais peut également réduire la visibilité de certains secteurs tels que l'éducation. S'agissant des opportunités budgétaires de l'UE durant les négociations entourant le fonds européen, les accords nationaux devraient s'intéresser tout d'abord aux enjeux prioritaires identifiés au sein du Semestre européen. Tant le programme Education et Formation 2020 que le Semestre européen s'appuient sur les preuves avancées dans le rapport de suivi de l'éducation et de la formation. Les preuves et opportunités sont souvent insuffisantes pour déterminer si les gouvernements investissent assez dans l'éducation publique. Les politiques européennes de financement (ex. Erasmus+) doivent également être ciblées. Le secteur privé peut financer les politiques en matière d'éducation et de formation, mais ne pourra guère remplacer une combinaison efficace entre politiques et financement public. Les nouvelles initiatives comme le Fonds européen pour les investissements stratégiques ou le Programme d'appui à la réforme structurelle aident les pays à développer leurs capacités en vue de faire le meilleur usage des ressources mises à disposition par l'UE et à préparer les réformes structurelles.

## 2. Dresser le bilan des réformes éducatives et de l'implication des syndicats de l'enseignement dans le Semestre européen pour l'éducation et la formation au sein de l'Europe post-austérité.



Howard Stevenson, Directeur de recherche, Université de Nottingham

**Howard Stevenson, Directeur de recherche à l'Université de Nottingham**, a présenté les grandes lignes du rapport de recherche - résultat du projet. Si les décisions en matière d'éducation prises au niveau institutionnel ont une incidence sur la pratique des enseignant(e)s, peu de gens connaissent l'influence du Semestre européen. Au travers de ce processus, politiques éducatives et économiques s'entremêlent. Les Recommandations spécifiques par pays (RSP) sont généralement ouvertes, et peuvent être façonnées et orientées dans un sens positif ou négatif. L'éducation occupe une place prépondérante dans les RSP, bien que celle-ci soit uniquement considérée comme une priorité de « *second ordre* » non assortie de

sanctions, et non pas comme une priorité de « *premier ordre* » visant la mise en application d'objectifs fiscaux. Ces priorités sont souvent ouvertes et définies conjointement par la Commission et les États membres. Il y est clairement fait mention d'une demande de rééquilibrage en vue de mettre davantage l'accent sur les objectifs sociaux, et d'un engagement institutionnel en faveur du dialogue social.

À cet égard, trois opportunités s'offrent aux syndicats de l'enseignement :

- ✓ Le processus du Semestre européen est lancé au moment de la publication de l'Examen annuel de la croissance. Dans la mesure où, à ce stade, il existe un engagement de base vis-à-vis du dialogue social, la participation au processus s'effectue en grande partie au travers des partenaires sociaux intersectoriels.
- ✓ Les Rapports par pays constituent la deuxième opportunité permettant aux partenaires sociaux de s'impliquer. Le rapport de recherche montre que les syndicats de l'enseignement contribuent efficacement aux Rapports nationaux dans certains pays, mais pas dans tous.
- ✓ La troisième opportunité concerne les RSP, mais celles-ci ayant déjà été discutées au moment de leur rédaction, il est plus difficile de les modifier. Les syndicats doivent donc définir suffisamment à temps leurs stratégies pour influencer les RSP. Les autres documents importants sont le Rapport de suivi de l'éducation et de la formation et les Programmes nationaux de réforme.

La recherche révèle également la nécessité de tirer parti des opportunités informelles, comme le dialogue permanent avec les responsables du Semestre européen et les représentant(e)s de la DG EAC, et de définir et mettre en œuvre des stratégies. Il a rappelé que, en ce qui concerne le Semestre européen, il s'agit d'influencer un discours et de définir un programme.

**Discussion : Fiorella Perotto** – Les représentant(e)s de la Commission européenne dans les États membres ont la possibilité de rencontrer les partenaires sociaux, mais pas nécessairement au niveau sectoriel. La Commission se montre particulièrement désireuse d'avoir un aperçu complet de la situation dans les pays. À ce titre, si les missions exploratoires permettent de collecter de précieuses informations, il arrive que ces données soient difficiles à utiliser. L'investissement public peut être soutenu par l'investissement privé (ex. les infrastructures financées par le secteur privé). L'intervention financière du secteur privé va de pair avec la reddition des comptes : il incombe aux investisseurs privés de répondre à leurs engagements dans le respect d'une réglementation contraignante. Les budgets publics réservés à l'éducation représentent un investissement et la Commission a plusieurs fois tenté de reconnaître formellement l'importance des dépenses réalisées dans ce secteur - mais les résistances au niveau national n'ont guère permis de le faire.

## Existe-t-il une stratégie « universelle » ? Comment les syndicats de l'enseignement peuvent-ils influencer les réformes et l'investissement dans les secteurs de l'éducation et de la formation ?

### Le groupe de réflexion

**Odile Cordelier, Vice-présidente du CSEE, SNES-FSU, présidente du groupe de réflexion :** « Le projet "Investir dans l'éducation" a été lancé par le CSEE dans le but d'acquérir une expérience et de définir les initiatives à mener dans le cadre du Plan d'action du CSEE relatif au Semestre européen, sur la base d'une recherche. Comme nous le verrons dans les exemples suivants, il existe différents niveaux de sensibilisation à cette thématique dans l'ensemble des organisations membres du CSEE. »



### 3. Une approche uniforme ? Expériences des syndicats de l'enseignement nationaux : objectifs, stratégies, leçons tirées des activités du projet et résultats



**Kristina Aaltonen, Odile Cordelier, Tatjana Babrauskiene et Dorota Obidniak**

partenaires sociaux de formuler leurs commentaires à propos des prochaines réformes scolaires, lesquels ont été pris en compte dans les Rapports par pays. Ceci démontre que la voix des syndicats peut être entendue. Un autre outil important est le Comité de surveillance, mis sur pied par la Commission européenne. Il s'agit d'un comité directeur chargé de décider de l'allocation des subventions de l'UE à certains programmes. S'agissant de l'éducation et de la recherche, tous les syndicats de l'enseignement y participent, ainsi que le ministère de l'Education.

**Tatjana Babrauskiene, FLESTU, Lituanie** – Malgré les consultations formelles, les groupes de travail et l'engagement permanent des syndicats de l'enseignement en Lituanie, les résultats sont décevants. L'efficacité de la participation dépend en grande partie de la coalition politique au pouvoir et de sa volonté d'impliquer les syndicats. Il est donc crucial de garantir l'unité entre les

**Dorota Obidniak, ZNP, Pologne** – Le ZNP travaille activement avec les représentations de la Commission à Varsovie, en participant aux réunions aux côtés des délégations d'expert(e)s et d'universitaires. Le ZNP a pu consulter le projet des Rapports par pays en prévision de ces réunions. En mars 2017, une délégation composée notamment des représentant(e)s du ZNP a rencontré Valdis Dombrovskis, Vice-président de la Commission européenne chargé de l'euro et

du dialogue social. Les représentant(e)s de la Commission ont demandé aux

syndicats et de définir des stratégies communes. Le secteur public lituanien repose en grande partie sur les Fonds structurels européens, amenant la question de la durabilité. L'un des principaux obstacles à la participation des syndicats de l'enseignement au Semestre européen est le manque de visibilité du rôle de ses représentant(e)s et leur rotation.

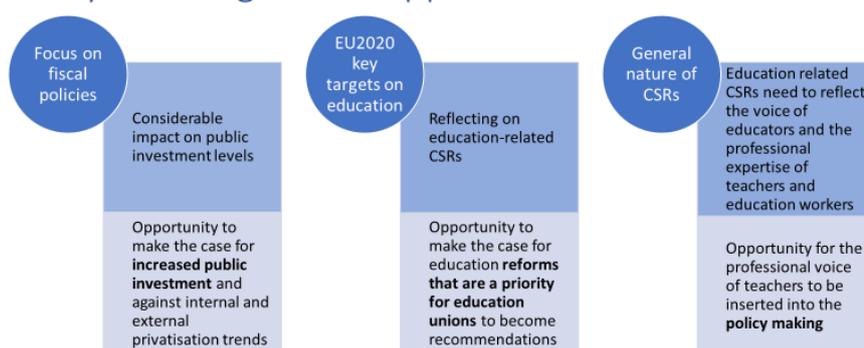
**Kristina Aaltonen, DLF, Danemark** – Le DLF a commencé à travailler dans le cadre du Semestre européen en 2014. La première phase a consisté à apprendre à connaître, écouter et identifier les acteurs pertinents. En 2015-2016, le DLF a pris l'initiative de rencontrer le ministère de l'Éducation, les confédérations syndicales nationales, la représentation de la Commission européenne au Danemark, de même que les représentant(e)s du Semestre européen. Il importe d'engager une discussion politique avec les organisations à propos du Semestre européen. Les syndicats doivent préparer le terrain politique, se montrer proactifs et s'appuyer sur les recommandations politiques pertinentes et les réseaux. Les difficultés sont le manque de ressources humaines et financières pour travailler spécifiquement dans le cadre du Semestre européen, développer une stratégie, intégrer ces travaux aux activités générales et diffuser les informations dans l'ensemble des départements pertinents de l'organisation. Il existe plusieurs possibilités inexploitées pour la coopération entre les organisations membres du CSEE.

**Discussion** – Pour la plupart des organisations membres du CSEE partenaires du projet, l'importance du Semestre européen et les possibilités de l'influencer n'apparaissent pas clairement à l'entame du projet. L'élaboration d'une stratégie doit se faire en collaboration avec d'autres fédérations sectorielles. Dans le cas de la Pologne, le sentiment général est que les RSP sont fiables, parce qu'il existe des consultations. Le ZNP utilise souvent ces documents et considère la Commission comme une alliée dans le cadre de ses travaux en lien avec les priorités pour l'éducation et la formation.

#### 4. Boîte à outils du CSEE - Faciliter l'implication des syndicats de l'enseignement dans le Semestre européen pour l'éducation et la formation : définir les priorités et choisir les actions adéquates

**Paola Cammilli, Coordinatrice politique au CSEE** a présenté le guide pratique publié par l'organisation, en tant que résultat du travail mené conjointement avec l'équipe d'expert(e)s, ainsi que les formations organisées durant le projet. Il s'agit d'opportunités importantes pour les syndicats de l'enseignement car elles leur permettent d'agir sur le processus du Semestre européen. La boîte à outils a pour but de les multiplier au maximum, dans la mesure où les défis majeurs peuvent eux aussi être transformés en opportunités.

### Key Challenges and Opportunities



Les actions clés sont les suivantes – Renforcer la coopération à tous les niveaux et développer le dialogue social dans le cadre du Semestre européen. Les syndicats de l’enseignement nationaux peuvent lancer diverses initiatives, notamment intervenir de manière précoce, développer des relations et nouer des alliances pour influencer le Semestre européen. Il s’avère crucial d’identifier l’espace politique adéquat et le calendrier des actions. Il existe cinq sources principales : l’Examen annuel de la croissance, le Rapport de suivi de l’éducation et de la formation, les Rapports par pays, les Programmes nationaux de réforme et les RSP. L’implication dans le Semestre européen est synonyme de responsabilités, ressources et soutien de la part des organisations membres. Le Semestre européen est un processus politique susceptible de subir des pressions politiques.

**Discussion** – Les syndicats espagnols de l’enseignement n’ont signalé aucun engagement ni aucune information de la part du ministère de l’éducation. La participation des partenaires sociaux en ce qui concerne le Semestre européen est une question de temps. Bien que cette situation semble désespérée dans certains pays, elle peut néanmoins changer à l’avenir. La Commission et le Conseil européen ont pris des engagements en faveur d’une implication appropriée des partenaires sociaux. Plusieurs moyens concrets existent pour s’attaquer à ces problèmes au niveau national. L’un d’eux consiste à réunir les pays sous la responsabilité d’une seule et même personne en charge du suivi de l’éducation et de la formation (une personne est en général responsable de trois pays).

## Impact du Semestre européen sur les modèles d’investissement pour l’éducation à travers l’Europe – une porte ouverte vers la privatisation ?

### 5. Révéler les tendances en matière de privatisation et définir les modèles d’investissement pour l’éducation à travers l’Europe en période de crise économique - Résultats de l’enquête

**Howard Stevenson, Université de Nottingham** – Les causes de la crise résident dans le cercle vicieux de l’austérité. Les récessions entraînent automatiquement une hausse des dépenses publiques, en raison de la pression exercée sur des domaines tels que la protection sociale, qui crée la demande au sein des économies. Toutefois, les principes du Pacte de stabilité et de croissance (PSC) requièrent de la part des gouvernements nationaux qu’ils réduisent le montant de leurs déficits - ce que bon nombre d’entre eux ont fait en sabrant leurs dépenses publiques. Le secteur de l’éducation est le plus touché et le plus sollicité pour combler les vides. Deux scénarios sont possibles :

- > **Les pays à haut risque**, comme l’Italie (faible pourcentage du PIB attribué à l’éducation, avec une tendance à la baisse, à l’origine de faiblesses en termes de performance).
- > **Les pays à faible risque**, comme le Danemark (plus haut pourcentage du PIB attribué à l’éducation parmi les pays de l’UE, systèmes relativement très performants).

On observe une contradiction dans les recommandations du Semestre européen : une série de recommandations (*RSP de premier ordre* pour la mise en œuvre du PSC) exerçant des pressions directes sur les dépenses, en opposition avec les *RSP de second ordre* considérant la promotion de l’éducation comme un moteur de la croissance économique. La volonté d’accroître l’efficacité et d’

« obtenir plus pour moins » risque d'ouvrir la voie à l'investissement privé. Les exemples de privatisation classique sont peu nombreux, mais il existe des modèles de privatisation interne amenant les écoles à se comporter comme des entreprises. Le secteur le plus touché à cet égard est l'enseignement supérieur.

## 6. Transformer les preuves en action politique : la Réponse mondiale à la commercialisation et à la privatisation de/au sein de l'éducation – l'Europe dans un contexte mondial



Angelo Gavrielatos, Directeur de projet, Internationale de l'Education

**Angelo Gavrielatos, Directeur, de projet, Internationale de l'Education** – Il est urgent d'apporter une réponse mondiale à la commercialisation et à la privatisation de/au sein de l'éducation. Les syndicats doivent mettre les preuves en pratique au travers d'actions politiques : développement des capacités, syndicalisation, création d'alliances et plaidoyer. À travers le monde, l'édu-business gagne du terrain, l'éducation étant perçue comme un fonds de capital-risque rentable et pérenne.

Les deux domaines clés sont les suivants :

- > **Le mouvement mondial pour la réforme de l'éducation - dans les pays industrialisés.**
- > **Les modèles d'écoles à finalité lucrative administrées par des intervenants commerciaux - dans les pays en développement.**

Il existe de nombreux exemples de privatisation de/au sein de l'éducation, notamment aux Philippines (personnel non qualifié, programmes scolaires normalisés, infrastructures hors-normes), en Inde (modèles d'établissements scolaires à bas prix à finalité commerciale), au Kenya (Bridge International Academies, personnel non qualifié) et en Ouganda (fermeture des écoles Bridge). La solution ? Une solidarité entre organisations axée sur la coopération Nord/Sud.

Au cours de la discussion, les participant(e)s ont fait référence au phénomène récent qui consiste à créer des écoles privées à orientation idéologique particulière, tournées notamment vers l'extrême droite en France. Ces écoles (une quinzaine) possèdent de réels moyens financiers. La position de l'IE concernant la Banque mondiale/tests PISA est extrêmement claire. Plusieurs pays, tels que la Serbie, soulignent de longue date l'importance d'apporter une réponse commune aux questions portant sur l'avenir de l'éducation publique, et plus précisément aux conditionnalités imposées par le Fonds monétaire international. Il importe de développer les capacités dans les pays européens et de les sensibiliser aux différents enjeux. À cet égard, l'engagement et la mobilisation des organisations membres de l'IE/CSEE contre la privatisation aux niveaux nationaux sont cruciaux.



## L'éducation est un bien public : rééquilibrer les priorités économiques et sociales en Europe au moyen d'un dialogue social efficace

### Échanges avec les partenaires sociaux et les parties prenantes pertinents

**Stephane Vanoirbeck, SEGEC, FEEE** – La FEEE juge délicate la question du Semestre européen, dans la mesure où certains membres sont des autorités nationales/ministérielles et d'autres des organisations de chefs d'établissement scolaire. Les demandes en termes de participation plus grande des partenaires sociaux varient considérablement. Les vagues de privatisation nourrissent également les inquiétudes des membres de la FEEE. Toutefois, le dialogue social représente une énorme opportunité, et plusieurs initiatives prometteuses ont été mises en place à cet égard, notamment en Belgique francophone au travers des négociations en vue d'un accord.

**Sigried Caspar, DG EMPL, Commission européenne**

Au sein de la Commission, les thèmes sociaux occupent une place de plus en plus centrale - ceci pouvant être interprété comme un signe positif. Dans le respect du principe de subsidiarité, les questions sociales sont principalement placées sous la responsabilité des gouvernements nationaux, lesquels ont le plus souvent tendance à consulter les entreprises plutôt que les syndicats dans de nombreux secteurs. Ceci se vérifie également pour le secteur de l'éducation. Le sous-financement de l'éducation peut avoir des conséquences à long terme. La Commission se montre particulièrement intéressée et les partenaires sociaux devraient être encouragés à contribuer. Les quatre éléments d'importance majeure sont l'apprentissage tout au long de la vie, l'intégration sociale, l'éducation pour stimuler la compétitivité et l'éducation comme levier de la créativité. Le dialogue social incarne parfaitement la pratique démocratique.

**Richard Pond, Coordinateur de la FSESP pour la négociation collective et le dialogue social**

Les membres de la FSESP sont eux aussi fortement concernés par le processus du Semestre européen. Un problème de longue date pour la FSESP était l'approche axée sur l'austérité adoptée par la Commission européenne, avant l'arrivée de Juncker. Pourtant, à ce jour, l'assainissement budgétaire reste le principal objectif, quoique présenté sous un autre nom. Il est nécessaire de relancer de manière significative l'investissement public afin de compenser les années perdues. La reconnaissance du rôle des partenaires sociaux ne cesse de gagner en importance tant au niveau national qu'europpéen, tout comme la prise de conscience du Semestre européen par les membres nationaux. Un volume important de travail est produit dans ce sens par l'Alliance du Semestre européen, mais aussi des projets de recherche sur l'impact du Semestre européen, assortis d'activités d'auto-évaluation menées par les organisations membres de la FSESP. Cette dernière est toujours en attente d'un signe de la Commission européenne indiquant une possibilité d'accroissement de l'investissement public.

Au cours de la discussion, il a été mentionné que l'importance accordée aux questions sociales par la Commission est une façon de répondre à la crise sociale. La montée de l'extrémisme et du radicalisme en Europe demeure un phénomène inquiétant. Au cours de ces dernières années, les recommandations ont généralement été axées sur l'accroissement de l'investissement public. Cette tendance concerne uniquement les pays se trouvant déjà en bonne position sur le plan de la performance économique et ayant suffisamment de capacité budgétaire. Globalement, l'implication des partenaires sociaux s'est améliorée au niveau de l'UE, mais pas au niveau national. Par conséquent, toute la question est de savoir quelle est la marge de manœuvre permettant de renforcer la participation des partenaires sociaux et de mettre en pratique les engagements de la Commission au niveau national. Plus les partenaires sociaux seront unis, que ce soit dans le cadre de thématiques spécifiques ou non, plus ils seront écoutés - et il s'agit également d'une question de coordination.

## Clôture de la Conférence - Étapes suivantes

**Odile Cordelier** a clôturé la réunion en formulant une remarque préliminaire : le Semestre européen est un processus politique par nature. Il s'agit d'un processus politique utilisé par les gouvernements nationaux et la Commission européenne ayant la capacité d'influencer les réformes en matière d'éducation - raison pour laquelle l'intervention du CSEE dans ce processus est importante. À cet égard, elle a mis en avant quatre thématiques de réflexion pour l'action future :

- > **Comment les syndicats de l'enseignement peuvent-ils renforcer leur pouvoir d'influence ?**  
Comment peuvent-ils apporter leur expertise, leurs analyses, leurs points de vue et leurs propositions ? Comment peuvent-ils exploiter pleinement leur statut de partenaires sociaux dans ce processus au niveau national ? Les efforts déployés par le CSEE pour influencer ce processus au niveau européen doit principalement avoir une incidence au niveau national.
- > Le rapport de recherche brosse un portrait de la situation actuelle. Elle a invité le participant(e)s à lire les conclusions du rapport concernant **l'impact du Semestre européen sur l'investissement, les RSP, le dialogue social et la privatisation de/au sein de l'éducation.**
- > Les syndicats de l'enseignement doivent avancer des propositions et il est temps d'envisager un **Plan d'action révisé du CSEE** pour le Semestre européen.
- > La participation à la conférence ne sera constructive qu'à partir du moment où les participant(e)s repartent avec **la volonté d'adopter une approche analytique et proactive** pour leur propre organisation ou d'autres organisations, d'informer en permanence le Secrétariat du CSEE de l'évolution de la situation et de rencontrer les responsables du Semestre européen dans leurs pays.

Odile Cordelier a remercié les participant(e)s et les divers(es) intervenant(e)s pour avoir fait part de leurs points de vue très intéressants à propos de cette problématique complexe, en espérant une diffusion efficace des résultats, dans la mesure où il ne s'agit non pas d'un point final mais bien d'un nouveau pas en avant dans un processus en cours.



**European Trade Union Committee for Education  
Comité syndical européen de l'éducation**

Bd du Roi Albert II, 5 – 9th Floor  
B-1210 Bruxelles, Belgique

T + 32 2 224 06 91/2  
F + 32 2 224 06 94

*secretariat@csee-etuice.org*  
*www.csee-etuice.org*